National Anti-Poverty Organization
Organisation Nationale Anti-Pauvreté

Communiqué de presse

Le 5 décembre 2005

Éclaircissements de l'ONAP sur la réduction de la TPS

Le parti conservateur a cité un document de travail de l'ONAP à l'appui de sa proposition de réduire la TPS pour pouvoir dire que son plan aidera les personnes pauvres. L'ONAP a reçu quelques demandes de gens qui voulaient savoir si nous appuyons la proposition de réduction de la TPS des conservateurs. Nous avons donc décidé de publier quelques éclaircissements pour préciser notre position sur le sujet.

1. **La réduction de la TPS proposée par les conservateurs est légèrement plus progressiste que la réduction de l'impôt sur le revenu des libéraux, mais aucune des deux n'aidera vraiment les personnes pauvres.**

Les conservateurs puisent des citations de façon sélective dans le **document de travail sur l'allégement fiscal fédéral pour les personnes à faible revenu**[1] préparé pour l'ONAP, en novembre 2004, par Andrew Mitchell et Richard Shillington. Ce document montre effectivement que 70 % des impôts fédéraux que les personnes à faible revenu payent sont des taxes à la consommation ou des taxes de vente. Seulement 12 % sont des impôts sur le revenu.

La recherche effectuée pour l'ONAP montre qu'une réduction de 1 % de la TPS coûterait environ 5 milliards de dollars au gouvernement fédéral et ne réduirait que d'environ 143 $ par année le montant de taxes payées par les familles à faible revenu. À peu près 8,5 % des avantages de cette mesure irait aux familles à faible revenu.

Augmenter le montant de l'exemption personnelle de base de 8 148 $ à 10 000 $ au regard de l'impôt sur le revenu, comme les libéraux l'ont proposé dans leur mini-budget, coûterait 6 milliards de dollars au gouvernement fédéral et réduirait d'environ 113 $ l'impôt à payer, mais seulement 3,5 % des avantages de cette mesure irait aux familles à faible revenu. Les libéraux ont également proposé des diminutions du taux d'imposition du revenu en commençant par le taux le plus bas, qui passerait de 16 % à 15 % et en prévoyant d'autres réductions au profit des catégories de revenus les plus élevés en 2010. Cela ajouterait environ 100 $ en économies d'impôt pour les personnes à faible revenu et coûterait environ 3 milliards de dollars en pertes de revenus pour le gouvernement fédéral la première année. Mais lorsque ces mesures seront toutes en vigueur, une personne ayant un revenu de 40 000 $ ne profitera que de 270 $ d'allégement fiscal, tandis qu'une personne ayant un revenu de 150 000 $ aura une réduction d'impôt de plus de 2 000 $. Une famille à deux revenus totalisant 60 000 $ recevrait une réduction d'impôt de

[1] http://www.napo.ca/en/issues/tax%20cuts.htm

seulement 247 $, tandis qu'une famille ayant deux revenus totalisant 150 000 $ recevrait plus de 1 000 $.

Le document de l'ONAP que les conservateurs ont cité est un document de travail et non pas un document d'orientation. La politique de l'ONAP, tel que mentionné dans son mémoire présenté au Comité permanent des finances[2] en octobre 2005, est un appel en faveur d'une fiscalité plus juste. Cela engloberait une augmentation du crédit pour la TPS, (une mesure qui viserait à accorder 19 % du bénéfice aux familles à faible revenu), l'institution d'un impôt sur le transfert de fortune, l'augmentation de l'impôt sur les gains en capital et le rétablissement de taux d'imposition plus élevés pour les personnes à revenus élevés.

2. Ce n'est pas en réduisant les taxes et les impôts qu'on réduira la pauvreté

Avec les propositions de réduction de taxes ou d'impôts des conservateurs ou des libéraux, les familles pauvres n'économiseraient que quelques centaines de dollars, au plus. Cela n'a pratiquement aucune incidence sur le poids de la pauvreté qui se situe entre 5 000 $ et 9 000 $ sous le seuil de la pauvreté pour une personne qui travaille à temps plein au salaire minimum, selon la province. Une famille ontarienne comptant quatre prestataires de l'aide sociale et se retrouvant à 18 937 $ sous le seuil de la pauvreté ne verrait pas non plus la différence.

Les réductions passées de l'impôt sur le revenu ont fourni des avantages disproportionnés aux personnes ayant un revenu moyen et élevé. La moitié des bénéfices des dix dernières années est allée aux familles ayant un revenu de plus de 100 000 $ et formant 10 % de la population. Le régime fiscal canadien n'est plus progressiste. Si on tient compte de tous les impôts, incluant les taxes et impôts provinciaux et les impôts fonciers locaux, nous avons essentiellement un système d'imposition à taux unique où tout le monde paye un pourcentage semblable de son revenu en impôt, peu importe le revenu.

L'ONAP approuverait des mesures fiscales qui rendraient le régime fiscal plus progressiste. Et les mesures fiscales, en particulier les avantages fiscaux comme l'augmentation de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, le crédit pour la TPS ou le Supplément de revenu garanti, qui ciblent les personnes qui sont le plus dans le besoin, sont une partie importante d'une stratégie de réduction de la pauvreté.

Mais nous devons nous assurer que les revenus fiscaux sont suffisants pour financer les investissements dont nous avons grandement besoin dans les programmes sociaux comme le logement social, les services de garde et l'augmentation du transfert social. Les réductions d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés proposées par les libéraux et les conservateurs (surtout si leur réduction du taux de la TPS s'ajoute à ce que les libéraux ont déjà proposé) représentent beaucoup d'argent, et encore plus à moyen terme. Elles pourraient miner sérieusement la capacité du gouvernement de financer les programmes sociaux, en particulier s'il y a un renversement de la conjecture économique au cours des cinq prochaines années.

---

[2] http://www.napo.ca/fr/issues/NAPO%budget%brief%202003%20Fr.pdf

3. Nous avons besoin d'une stratégie de réduction de la pauvreté

Malgré le bon état de notre économie, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté au Canada est demeuré élevé et il a même augmenté de façon importante dans le cas de certains groupes, comme les nouveaux immigrants et les jeunes. La croissance économique et les réductions d'impôt n'ont pas réglé ce problème. Si un parti politique souhaite qu'on le prenne au sérieux quand il dit vouloir aider les pauvres, il devra expliquer jusque dans le détail ce qu'il ferait exactement pour réduire la pauvreté. Quel parti appuiera l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de réduction de la pauvreté pour le Canada? L'ONAP et les personnes qui vivent dans la pauvreté que les partis représentent attendent une réponse.

- 30 -

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez communiquer avec :
Dennis Howlett au 613 789-0096 ou au 613 889-0141.